



KPMG SA
Immeuble Confluences
178 avenue Saint Vincent de Paul
40100 Dax

SOLIHA LANDES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

SOLIHA LANDES

46 Rue Baffert - 40100 Dax

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Immeuble Confluences
178 avenue Saint Vincent de Paul
40100 Dax

SOLIHA LANDES

46 Rue Baffert - 40100 Dax

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association SOLIHA LANDES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIHA LANDES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dax, le 03 juillet 2023

KPMG SA

Valérie Crabos
Associée

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 682	7 733	6 949	11 567
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	140 000		140 000	140 000
Constructions	6 232 787	3 866 958	2 365 829	2 598 163
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	157 230	109 471	47 759	51 132
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	40 000		40 000	20 000
Prêts				
Autres	4 819		4 819	2 782
TOTAL I	6 589 518	3 984 162	2 605 356	2 823 643
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	595 877	21 098	574 780	768 553
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	145 060		145 060	115 039
Valeurs mobilières de placement	193 982		193 982	193 994
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 813 928		1 813 928	1 612 579
Charges constatées d'avance	8 675		8 675	6 076
TOTAL II	2 757 523	21 098	2 736 425	2 696 241
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	9 347 040	4 005 260	5 341 781	5 519 884

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	83 916	83 916
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	878 067	811 979
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	69 279	66 088
Situation nette (sous total)	1 031 262	961 983
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	610 061	694 927
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 641 323	1 656 910
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	255 898	
Provisions pour charges	76 944	85 171
TOTAL III	332 842	85 171
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 462 758	2 779 172
Emprunts et dettes financières diverses	11 047	9 856
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 248	95 045
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	332 322	357 152
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 600	
Autres dettes	454 040	490 027
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	29 600	46 550
TOTAL IV	3 367 615	3 777 803
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	5 341 781	5 519 884

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 342 086	2 330 253
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	167 153	202 292
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	43 933	35 357
TOTAL I	2 553 172	2 567 902
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	453 427	426 834
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	78 794	79 447
Salaires et traitements	991 325	1 150 046
Charges sociales	330 406	397 187
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	322 255	294 297
Dotations aux provisions	76 944	98 261
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	51 532	32 419
TOTAL II	2 304 683	2 478 491
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	248 489	89 411
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 629	405
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		250
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 629	655
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	65 047	74 374
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	65 047	74 374
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(63 418)	(73 719)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	185 071	15 692
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	70 376	22 005
Sur opérations en capital	84 866	81 521
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	155 241	103 526
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	15 135	53 130
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	255 898	
TOTAL VI	271 033	53 130
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(115 792)	50 396
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 710 043	2 672 083
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 640 763	2 605 994
EXCEDENT OU DEFICIT	69 279	66 088
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	83 916				83 916
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	811 979	66 088			878 067
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	66 088	(66 088)	69 279		69 279
Situation nette	961 983		69 279		1 031 262
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	694 927			84 866	610 061
Provisions réglementées					
TOTAL	1 656 910		69 279	84 866	1 641 323

Annexe Légale de l'exercice clos le 31 décembre 2022

SOLIHA LANDES, Solidaire pour l'Habitat, Amélioration de l'Habitat,

L'exercice clôturé au **31.12.2022** présente un montant total du bilan de **5 341 781 €** et dégage un résultat de **69 279 €**

A. ACTIVITES ET MOYENS DE L'ENTITE :

Notre activité est de trouver des solutions pour améliorer les conditions de vie de l'habitat dans les Landes en intégrant le respect de l'architecture et la dimension énergétique avec le soutien des administrations nationales et locales, des organismes départementaux, de nombreuses communes et intercommunalités.

Elle se répartit au travers de 5 activités :

- ❖ Accompagnement des personnes
- ❖ Conduite de projets de territoires
- ❖ Production d'habitat d'insertion
- ❖ Service accompagnement à la rénovation énergétique
- ❖ Ingénierie administrative technique et financière

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 réforme du règlement CRC 99-01

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ❖ Continuité de l'exploitation
- ❖ Permanences des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- ❖ Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

« En application des circulaires SAUTTER du 15/09/98 et du 16/02/99, des lettres qui les complètent, certaines de nos activités, sont qualifiées de lucratives (**Luc**). Notre Association sectorise ses activités depuis le 1^{er} janvier 2000 » suivant les secteurs ci-après :

- **010 Etudes (Luc)**
- **020 Suivi Animation (Luc)**
- **030 Maitrise D'œuvre (Luc)**
- **040 AMO (Luc)**
- 040 AMO €/€ (Non Luc)
- 051 Frais de dossiers (Non Luc)
- 052 Energie (Non Luc)
- 060 Accompagnement Social (Non Luc)
- 070 Relogement (Non Luc)
- 080 MOI (Non Luc)

La sectorisation n'est possible que par le calcul du taux de prépondérance à la non-lucrativité, qui est le rapport entre le nombre de dossiers inférieurs au plafond d'attribution de subventions fixé par l'Etat, et l'ensemble des autres activités.

Pour appliquer cette sectorisation, la méthode de répartition des charges et produits indirects est faite selon la méthode du temps passé, suivant les fiches fournies par les personnels communs aux différents secteurs.

Il en ressort une affectation globale de 55.23 % au secteur non lucratif contre 59.42% en 2021 et 44.77 % au secteur lucratif contre 40.58% en 2021. D'autre part, la récupération de TVA calculée suivant le prorata définitif est de 37.33 % contre 46.03% en 2021.

C E V E M E N T S S I G N I F I C A T I F S

- De l'exercice :

Dans le cadre des opérations de Maitrise d'Ouvrage et Insertion, les opérations en cours d'Orx, Mont de Marsan et Labenne font apparaître un dépassement des montants prévus de travaux et/ou un manque dans les financements attendus.

Les montants estimés sont :

ORX	Perte sur subvention AGIR ARCCO	130 061 €
LABENNE	Coût désamiantage non prévu et surcoût de travaux	95 778 €
MONT DE MARSAN	Augmentation du coût des travaux	30 059 €
TOTAL		255 898 €

Une provision pour risque de 255 898 € a été constituée

- Postérieures à compter de la clôture : **Néant**

D N O T E S S U R L E B I L A N

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou leur coût de production. Les frais accessoires (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant e mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	linéaire	3 à 5 ans
Constructions MOI	linéaire et composants	Durée du bail
Constructions Bureaux	composants	10 -15- 20- 25 ans
Materiel	linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	linéaire	10 ans

Immobilisations

SOLHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	38 779		
TOTAL immobilisations incorporelles :	38 779		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	140 000		
Constructions sur sol propre	642 371		4 535
Constructions sur sol d'autrui	5 550 351		48 090
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	145 225		8 208
Emballages récupérables et divers	60 363		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 538 310		60 832
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	20 000		20 000
Prêts et autres immobilisations financières	2 782		2 037
TOTAL immobilisations financières :	22 782		22 037
TOTAL GÉNÉRAL	6 599 871		82 869

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		24 097	14 682	
TOTAL immobilisations incorporelles :		24 097	14 682	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			140 000	
Constructions sur sol propre			646 905	
Constructions sur sol d'autrui		12 559	5 585 881	
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		56 567	157 230	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		69 125	6 530 016	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			40 000	
Prêts et autres immo. financières			4 819	
TOTAL immobilisations financières :			44 819	
TOTAL GÉNÉRAL		93 223	6 589 518	

Amortissements

SOLHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	27 213	4 618	24 098	7 733
TOTAL immobilisations incorporelles :	27 213	4 618	24 098	7 733
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	278 978	23 091		302 069
Constructions sur sol d'autrui	3 315 580	261 868	12 559	3 564 889
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	154 457	11 580	56 567	109 471
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	3 749 015	296 539	69 125	3 976 428
TOTAL GÉNÉRAL	3 776 228	301 157	93 223	3 984 162

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	4 618		
TOTAL immobilisations incorporelles :	4 618		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	23 091		
Constructions sur sol d'autrui	261 868		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 580		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	296 539		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	301 157		

Provisions Inscrites au Bilan

SOLHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	85 171	76 944 255 898	85 171	76 944 255 898
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	85 171	332 842	85 171	332 842

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	13 090	21 098	13 090	21 098
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	13 090	21 098	13 090	21 098

TOTAL GÉNÉRAL	98 261	353 940	98 261	353 940
----------------------	---------------	----------------	---------------	----------------

État des Échéances des Créances et Dettes

SOLHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	40 000		40 000
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 819		4 819
TOTAL de l'actif immobilisé :	44 819		44 819
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	21 098		21 098
Autres créances clients	553 682	553 682	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	2 322	2 322	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	142 738	142 738	
TOTAL de l'actif circulant :	719 840	698 742	21 098
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	8 675	8 675	

TOTAL GÉNÉRAL	773 334	707 417	65 917
----------------------	----------------	----------------	---------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	24 880	24 880		
- à plus d' 1 an à l'origine	2 437 878	296 872	842 541	1 298 465
Emprunts et dettes financières divers	11 047		11 047	
Fournisseurs et comptes rattachés	70 248	70 248		
Personnel et comptes rattachés	129 567	129 567		
Sécurité sociale et autres organismes	112 541	112 541		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	86 535	86 535		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	3 679	3 679		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	7 600	7 600		
Groupe et associés				
Autres dettes	454 040	454 040		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	29 600	29 600		

TOTAL GÉNÉRAL	3 367 615	1 215 562	853 588	1 298 465
----------------------	------------------	------------------	----------------	------------------

Charges à Payer

SOLIHA LANDES

Période du01/01/22au 31/12/22

Edition du30/06/23

Devise d'éditionEURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 880
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 481
Dettes fiscales et sociales	132 650
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	693
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	184 703

Produits à Recevoir

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<div>Immobilisations financières</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Autres immobilisations financières</div> <div>Créances</div> <div>Créances clients et comptes rattachés</div> <div>Personnel</div> <div>Organismes sociaux</div> <div>État</div> <div>Divers, produits à recevoir</div> <div>Autres créances</div> <div>Valeurs Mobilières de Placement</div> <div>Disponibilités</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div>117 048</div> <div>478</div> <div></div> <div></div>
TOTAL	117 526

Charges et Produits Constatés d'Avance

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	8 675	29 600
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	8 675	29 600

Engagements Financiers

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	

TOTAL	
-------	--

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	886 677

TOTAL	886 677
-------	---------

Effectif Moyen

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	6,93	
Agents de maîtrise et techniciens	2,94	
Employés	20,66	
Ouvriers		
TOTAL	30,53	

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/06/23
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 437 878
Emprunts et dettes financières divers	11 047
TOTAL	2 448 926

E Autres informations

Engagements hors bilan

Indemnité de fin de carrière :

La Convention Collective Nationale appliquée par SOLIHA LANDES prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté supérieure à 10 ans, équivalente à 1/7 de rémunération mensuelle par année de présence.

Le montant des droits acquis par les salariés pour les indemnités de départ à la retraite en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à la somme de 76 944 € (dette provisionnelle théorique, conformément au calcul actualisé au 31.12.2022) relatif la recommandation ANC 2013-02.

Ce montant est comptabilisé en provision pour risques et charges.

Age départ à la retraite : **62 ans** – Taux d'actualisation **2%**- Taux moyen de charges sociales appliquées **45%**

Table de mortalité INSEE 2016-2018 Méthode de calcul prospective

Emprunt auprès des organismes bancaires

L'engagement financier auprès des organismes bancaires :

Capital restant dû au 31.12.2022

Caisse d'Epargne	1 563 933.48 €
Crédit coopératif	748 880.25 €
CIL	125 064.49 €

Honoraires Commissaires aux comptes

Les honoraires versés au commissaire aux comptes au titre de sa mission de contrôle légal s'élèvent à 11 040 €